

UN POC DE SOL I D'AIRE

Un rayon de soleil et une bouffée de tramontane
élaborés et élevés en plein air catalan par SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 66



COMPTE RENDU CTL du 17 mars 2015



Dans sa déclaration liminaire Solidaires Finances Publiques 66 a dénoncé les politiques d'austérité qui provoquent d'énormes dégâts sociaux et au-delà, des effets dévastateurs sur la croissance.

Les inégalités se creusent sur l'autel du rendement financier pour les actionnaires pendant qu'une frange de plus en plus importante de la population vit dans la précarité.

Pour la DGFIP, cette politique d'austérité se traduit par 30 000 suppressions d'emplois depuis 2002 et des baisses drastiques des dotations générales de fonctionnement alors que dans le même temps la fraude fiscale s'intensifie pour atteindre près de 80 milliards d'euros.

Pour les agents des finances publiques, aucune vision claire de l'avenir ne semble se dessiner, pire, des services sont au bord de l'explosion et les tensions avec les usagers se multiplient car c'est sur eux que l'on fait peser la pression fiscale au détriment de ceux qui échappent à l'impôt. Le mal être commence à être profond et s'installe à tous les niveaux.

Cerise sur le gâteau, salaires et primes sont bloqués depuis maintenant quelques années ainsi que les plans de qualifications puisque les promotions de C en B ainsi que celles de B en A, ont été divisées par 6 en deux ans.



POINT SUR LE PLAN DE FORMATION PROFESSIONNELLE

La discussion a principalement porté sur les e-formations, en tout cas sur la manière dont elles vont être mises en place. Solidaires Finances Publiques 66 a affirmé son opposition à ce type de formation professionnelle.

Nous avons salué les équipes locales pour prendre en compte les demandes des agents et essayé de réaliser les formations en local. Néanmoins, il semble que le service de la formation professionnelle rencontre quelques difficultés dans le recrutement des formateurs. Solidaires Finances Publiques⁶⁶ a affirmé que la situation difficile de l'emploi dans les services accentue ces difficultés.



Au sujet des e-formations, nous avons dénoncé les conditions dans lesquelles elles se déroulent :

dans le poste, au milieu des conversations téléphoniques des collègues, des sonneries, de la réception... Bref, des sollicitations multiples.

Beaucoup d'agents renoncent ou y passent beaucoup plus de temps que prévu.

Il semble que l'ENFIP, consciente des difficultés, ait prévu un dispositif d'implantation de PC dédiés dans les services et que le temps passé soit cadré en accord avec le chef de service. Ces micros seraient installés courant de deuxième semestre 2015.

SPF a émis de fortes réserves quant à la difficulté de dégager du temps supplémentaire pour les agents ainsi qu'un risque de blocage de la part de certains chefs de service.

La e-formation ne permet aucun échange, aucune mutualisation entre agents et engendre ainsi de l'isolement. Elle ne doit être qu'un complément et ne doit pas concerner la filière métiers.

Il serait plus cohérent et rationnel d'installer les PC dédiés dans une salle où les agents dérouleraient la e-formation ensemble. Dans certains services, les contraintes spatiales seront la cause de l'impossibilité d'installer ces PC dans des bureaux isolés et au calme.

Sur cette proposition, le DDFIP n'est pas apparu forcément opposé.

VOTE : **ABSENTION** ⇒ Solidaires Finances Publiques et CGT
 POUR ⇒ FO

Solidaires Finances Publiques ne peut voter pour un plan de formation inachevé. En effet, le déroulé n'est pas encore calé pour la douzaine de e-formations prévues.

POINT SUR LE BUDGET

Solidaires Finances Publiques a dénoncé la baisse drastique des crédits de fonctionnement. Seuls les abondements reçus en fin d'année permettent de boucler le budget annuel. Il est désormais clair que la rallonge budgétaire de 34 millions d'euros reçue par la DG a été « distribuée » aux DDFIP les



plus vertueuses en matière d'économies. Il n'y a aucune transparence de la DG sur les critères de répartitions entre directions locales et/ou nationales.

Solidaires Finances Publiques déplore que les pistes d'économies reposent essentiellement sur les ministères et donc les fonctionnaires. Il serait certainement intéressant de chiffrer le coût de tous les élus (émoluments, indemnitaires, enveloppes parlementaires, avantages en nature, etc...), intéressant ou scandaleux ???

AFFRANCHISSEMENT



Le poste de l'affranchissement reste le plus élevé (25 % du budget total), la centralisation totale des envois à la côte vermeille va dégager quelques économies supplémentaires qui risquent d'être absorbées par l'augmentation tarifaire de la poste. Actuellement 865 000 plis sont envoyés des différents services.

Par ailleurs la DDFIP est en cours de négociations avec divers transporteurs pour les sacoches.

Solidaires Finances Publiques 66 a demandé que l'emploi de cadre C actuellement occupé par un agent détaché soit implanté au TAGERFIP, compte tenu de l'augmentation des charges. Exercice difficile puisque automatiquement il faut le supprimer ailleurs... mais Solidaires Finances Publiques répond : pas forcément 1C

Sur ce sujet, la DG étudie la piste du courrier « industrialisé » avec normalisation des imprimés sous PEGASE et envoi pour les ESI de tout le courrier à terme.

Le pilotage de l'étude est faite par les DISI.

LOYERS

La part des loyers diminue compte tenu de la négociation à la baisse de certains (paierie ,services sociaux) et de la libération de 3 sites locatifs (trésorerie SPL CERET, appartement AFIPA et bourg madame).

Lors de l'étude du dossier de la trésorerie de Cabestany impôt (implantation ou non d'un SIP), un contact sera pris avec la mairie de Cabestany pour d'éventuels locaux plus grands afin d'y intégrer la paierie départementale (actuellement en loyer privé).

FRAIS DE DEPLACEMENTS

Cette rubrique a été l'occasion pour l'ensemble des OS, exemples à l'appui, de présenter les difficultés de dialogue avec un de nos principaux interlocuteurs qu'est le service RH.

Les militants de Solidaires Finances Publiques 66 ont tout d'abord exprimé leur volonté de trouver une ou des solutions afin que leurs interventions, toujours à la demande d'agents rencontrant des



difficultés, cessent d'être perçues ou présentées comme une remise en cause du travail des agents de ce service.

En effet, Solidaires Finances Publiques 66 est bien conscient, comme nous l'avons rappelé lors de ce CT et comme nous continuerons à le rappeler dans le réseau :

- que les agents RH font face à de profondes évolutions dans leurs missions depuis la fusion,
- qu'ils sont tributaires pour les « sous » de la DRFIP de Montpellier,
- qu'ils ne sont pas forcément décideurs.

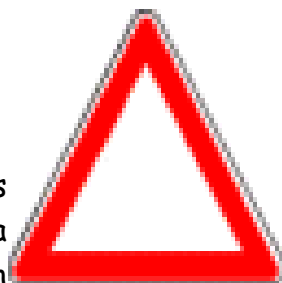
Nous avons également toujours dénoncé les incivilités subies par le service RH de la part de collègues, et qui ne seraient pas tolérées de la part d'usagers.

Notre propos visait simplement à souligner d'une part le manque de communication qui a quelques fois pu être constaté envers les agents, et d'autre part une communication qui a parfois pu être mal perçue par ceux-ci.

Notre intervention a manifestement été mal interprétée (ou mal rapportée) et a profondément blessé les agents du service RH. Les militants de Solidaires Finances Publiques 66 en sont profondément désolés, car il est évident que Solidaires Finances Publiques 66 n'a, à aucun moment, voulu mettre en cause les agents de ce service, que ce soit directement ou indirectement.

AMIANTE

Sur le désamiantage du sous sol de la côte vermeille, les travaux prévus (encapsulage en milieu occupé) ne convenaient pas aux représentants de la cellule pôle immobilier de Marseille qui souhaiteraient un encapsulage en milieu vide plus conforme à la nouvelle réglementation avec pour corollaire le déménagement des rayonnages.



RAPPORT ATTENDU FIN MARS

Globalement, il devient difficile d'aborder le point sur le budget pour plusieurs raisons : d'une part, à cause du changement de présentation d'une année sur l'autre ainsi que le changement de nomenclature des comptes, et, d'autre part, par le manque de lisibilité départementale de la masse salariale.

QUESTIONS DIVERSES

SERVICES DE DIRECTION

Suite à une question de FO, Mr GILLES a explicité très clairement les problématiques de la réorganisation du service SPL au sens large afin de mieux « mutualiser » notamment avec les chargés de mission. Le point a été fait sur l'augmentation des charges du service gérant la Taxe d'aménagement (TAM).



ANV ET RJ/LJ

Solidaires Finances Publiques 66 a interpellé le directeur sur le ressenti très négatif dans le réseau sur les exigences procédurales en matière d'ANV, notamment le transfert des RJ/LJ au PRS qui a augmenté les charges de travail de ce service sans pour autant diminuer celles des postes SIE et TRESORERIES.

ALD

Solidaires Finances Publiques 66 a relevé la problématique de la notation des ALD à forte mobilité ainsi que des agents mutés au 1/03/15 et évalués par leur nouveau chef de service.

EDR (EQUIPE DEPARTEMENTALE DE RENFORT A COMPTER DU 01/09/2015)



Une note du mois de janvier 2015 prévoit de fixer la résidence administrative (RA) des agents de l'EDR au 01/09/2015 via une CAPL. Cette note laisse la possibilité aux directions locales de le faire avant cette date butoir.

La RA sera en fait le CFP le plus proche de l'adresse personnelle des agents et déterminera en somme le déclenchement ou non, de frais de déplacements éventuels.

Actuellement, ces agents ne sont pas indemnisés lorsqu'ils interviennent sur la commune de Perpignan. A l'avenir, ils seront indemnisés pour toutes les résidences sauf lorsqu'ils seront en mission dans leur RA (définie à partir de septembre 2015).

La direction locale a opposé une fin de non recevoir à cette demande légitime, alors même que les agents acceptaient une mise en place au 01/06/2015, simplement parce qu'il est chronophage de tenir des CAPL avant cette date !!! Les agents apprécieront sûrement.

ACTION DES NOTAIRES

L'action est très marquée dans les PO et impacte directement toute la chaîne de travail sur les actes, à savoir SPF, CDIF, ENREGISTREMENT, CONTROLE, etc...

FUSION DES SPF

Gestion conjointe des deux services avec maintien des deux chefs de contrôle jusqu'à la fusion des bases FIDJI en 2017. Le dossier fera l'objet de concertations par Mme Nanté en y intégrant le sujet de l'enregistrement et celui de l'opportunité de créer une salle de réunion.



ACCUEIL COTE VERMEILLE RECOUVREMENT

Les SIP AGLY et TET RECOUVREMENT refusent d'assurer le remplacement de l'agent d'accueil au motif que lors de la mise en place des SIP, le SIP REART avait été abondé d'un emploi pour assurer la réception en bas.

Solidaires Finances Publiques66 a souligné que cet emploi aurait du être implanté au TAGERFIP « relations publiques » comme les autres. Par ailleurs, nous avons précisé que les SIP en question ne refusaient pas de descendre en renfort. Nous avons demandé que le protocole entre SIP soit revu et adapté.

La direction considère avoir réglé le problème par l'affectation d'un EDRA B en cours de formation.

Affaire à suivre....

POUR INFO



Communes d'implantation d'un CFP éligible à l'indemnité de résidence :
Cabestany, Perpignan ,Rivesaltes, St Estève = 1 % du salaire brut

Solidaires Finances Publiques 66, suite à la dernière tournée de postes, a fait remonter des difficultés plus prégnantes sur certains services comme Cabestany, SPF, Enregistrement, Trésorerie Argelès, Saillagouse et St laurent, SPL Prades.

La direction dit être informée et gérer les emplois vacants via EDR et/ou ALD....

2015

BULLETIN D'ADHÉSION

Solidaires
Finances
Publiques

SECTION :

Coupon à remettre à votre correspondant
accompagné du règlement

NOM (marital) _____ Prénom _____

NOM (patronymique) _____ Date de naissance _____

Cadre : Grade : Echelon : Indice :

Montant de la cotisation ➡ _____ Temps partiel %

IDENTIFIANT MINISTERIEL

N° DGFIP (6 chiffres)

N° ANAIS (10 chiffres)

Adresse administrative - service - structure - téléphone

Mel professionnel@dgfip.finances.gouv.fr

Adresse personnelle _____ Mel personnel

Solidaires Finances Publiques

Boîte 29 - 80 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16 contact@solidairesfinancespubliques.fr solidairesfinancespubliques.fr